

# Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

**SAMEDI 5 JUIN**  
N° 202 1,50 F  
Belgique : 15 FB  
Commission Paritaire N° 56 942

## MARCHE SUR AJACCIO

Les groupements d'intérêts locaux de Porte Vecchio, de Propriano ont organisé hier une marche sur Ajaccio pour protester contre la desserte insuffisante de ces ports, réduits à la mort lente : à noter qu'une des raisons de la mort du port, autrefois très actif, de Porto Vecchio, est le refus de l'Etat de reconstruire la ligne de chemin de fer Bastia-Porto Vecchio, et que le principal bénéficiaire de cet état de fait est un proche du chef, de clan Rocca Serra (UDR), propriétaire de la seule entreprise de transports routiers entre les deux villes.

## Poniatowski veut terroriser les vieux

### INTOXICATION

En envoyant quelques dizaines de milliers de lettres aux vieux de notre pays, lettres dans lesquelles il commence par les terroriser à propos des risques d'agression, pour ensuite leur prodiguer des conseils et conclure par «ne craignez rien, nous sommes là pour vous protéger», le ministre Poniatowski vise bien plus que leurs seuls destinataires.

Il y a bien sûr la préparation des élections pour lesquelles certains politiciens comptent bien s'inspirer de la campagne de Royer. En rester là, ne voir dans cette opération qui mobilise radios et PTT qu'un simple racolage électoral serait dangereux.

Au lendemain d'un incendie criminel à Paris, de la découverte «fortuite» d'explosifs attribués à de soi-disant «ré-

volutionnaires», une telle initiative est un pas de plus dans la campagne latente sur «l'insécurité», devenue un des grands thèmes du «libéralisme» giscardien.

La seule actualité de ces derniers jours nous en montre l'objectif : mercredi, 25 ouvriers bretons passaient en procès au titre de la loi anticasseur, jeudi, le substitut Ceccaldi, coupable de non soumission, passe devant une commission disciplinaire, vendredi, 5 ouvriers bordelais sont licenciés «pour fait de grève», et le viticulteur Teisseyre est maintenu en prison.

La défense des libertés démocratique, libertés que nous utiliserons contre ceux qui nous dominent, passe par la dénonciation de telles campagnes.

## Marchais-Berlinguer solidarité dans la trahison de classe

Voir page 3

**Tribune préparatoire au II<sup>e</sup> Congrès du PCRml voir p. 2**

## LIBAN BEYROUTH ENCERCLÉ LES PALESTINIENS REJETTENT L'ULTIMATUM SYRIEN



L'occupation de l'ambassade syrienne au Caire. Le portrait d'Assad mis à bas...

Les troupes syriennes ont arrêté leur avancée. Mais elles ont commencé leurs massacres dans la région où elles se sont installées, dans la Békaa, autour de Zahlé et dans Rayak, où «les mourabitouns», mouvement nassérien indépendant, étaient installés. La grande détermination des forces patriotiques

à s'opposer à leur intervention les amènent à tirer sur tous ceux qui ne sont pas pro-syriens. La Syrie cherche à apeurer les forces progressistes : elle a lancé un ultimatum demandant aux forces palestiniennes de se retirer des positions qu'elles ont acquises dans la montagne pour empêcher la parti-

tion. Cet ultimatum a été vite rejeté par l'OLP qui a déclaré qu'elle n'évacuera pas ses positions. Ces positions sont soumises à un bombardement intensif depuis hier de la part des phalanges qui se sont ranimées depuis l'entrée de l'armée de la Syrie.

Suite page 7

## Affaire Ceccaldi

### Le Syndicat de la Magistrature fera grève seul

Une grève de magistrats pour bientôt ? Il en est fortement question. Hier vendredi, le Syndicat de la Magistrature a déposé un préavis de grève pour protester contre les poursuites disciplinaires engagées contre le substitut Étienne Ceccaldi. On se souvient que, au lendemain du Congrès du Syndicat, le garde des Sceaux, Lecanuet, avait déclaré : «La grève des magistrats est illégale». Ce à quoi il répondit le bureau du Syndicat dans la conférence de presse, réunie jeudi dernier, en déclarant que la légalité confirmée par le Conseil d'État assurait la possibilité de recourir à la grève dans la Magistrature. Il a également rappelé qu'en 1971, une grève avait répondu aux propos de Tomasinini : «Les magistrats sont des lâches !», grève organisée par la «hiérarchie».

A la sortie de l'entrevue qu'il a eue avec le procureur général à Aix, jeudi, Étienne Ceccaldi a précisé : «J'ai subi cinq types de pressions dans l'affaire des pétroliers. J'en ai les preuves. Je les ai communiquées à M. Lecanuet. Je lui donne tous les détails dans la lettre que je lui ai adressée avec douze photocopies qui l'éclaireront sur un certain nombre de manœuvres».

voir p.3

Lorraine : l'empire Wendel

Vivre au rythme des feux continus

Voir p. 8 et 9 nos pages photos réalisées par notre bureau de presse de Villerupt

- Lip : «Portes ouvertes»... à tous ? p. 4
- Sahara Occidental : la suite de notre reportage p. 6
- Espagne : la Coordination Démocratique : «une rupture démocratique négociée» p. 7
- Les architectes dans la lutte de classes p. 10
- Où va l'Allemagne p. 12

## Arsenal de Cherbourg

Un ouvrier écrasé par une grue

4 000 travailleurs manifestent

Voir page 4



# TRIBUNE DU 2<sup>e</sup> CONGRÈS DU PCRml

## GUERRE ET RÉVOLUTION

### COMMENT PARTICIPER À LA TRIBUNE ?

A l'occasion de la préparation du 2<sup>e</sup> Congrès du PCRml, le Quotidien du Peuple a demandé à des responsables du Parti Communiste Révolutionnaire de répondre aux questions qui lui seraient envoyées concernant le projet de programme élaboré par le Comité Central.

Pendant toute la durée de préparation du Congrès, l'animation de cette tribune sera confiée à Richard Desgraves, collaborateur du Comité Central.

Camarades, amis, militants révolutionnaires, participez activement à cette tribune en envoyant au Quotidien du Peuple, vos réflexions et vos critiques, acquies de votre expérience pour contribuer à enrichir et préciser la ligne de notre Parti !

**POUR VOUS PROCURER  
LE PROJET DE PROGRAMME  
COMMANDEZ FRONT ROUGE N° 7  
5 F + 2 F de port**



Nous intervenons dans le débat sur la question de la révolution et de la guerre à l'heure actuelle.

- Nous sommes d'accord pour constater que dans le monde les peuples dominés et des métropoles impérialistes ont progressé ces dernières années sur la voie de la révolution : pour constater aussi que dans la même temps la rivalité entre les 2 superpuissances s'est exacerbée, leurs préparatifs de guerre ont progressé, et l'on ne peut pas dire, maintenant, laquelle est principale des 2 contradictions :

- Peuples, impérialismes, social-impérialisme (révolution)

- Superpuissances entre elles (guerre)

L'histoire montre aussi que si les superpuissances entraînaient les peuples dans une nouvelle guerre, ce ne serait qu'une raison de plus pour eux de renverser la domination impérialiste pour mettre fin à la guerre.

Aussi, nous pensons que sur les origines de la crise, le Programme ne doit pas seulement mettre les contradictions inter impérialistes (danger de guerre) mais aussi la pression, les exigences des pays du Tiers Monde se constituant en force politique sur la scène mondiale. Ces exigences portant sur les matières

premières et sur l'achat de biens d'équipement plutôt que de produits de consommation. Ces exigences, on a souligné pendant les mois derniers quelles incidences importantes elles avaient dans la restructuration (politique énergétique et réorientation de la sidérurgie par exemple). Ces éléments de genèse de la crise relèvent de la contradiction peuples-impérialisme donc dans la tendance à la révolution. 3 amendements nous semble nécessaires pour rétablir l'équilibre entre la tendance à la révolution et à la guerre.

Nous pensons également que le Parti doit préciser le deuxième point (la guerre). On entend trop souvent dans les masses, à propos de tout ce qui ne va pas : «Ça va finir par une guerre qui détruira tout».

La bourgeoisie a intérêt à présenter la guerre moderne comme terrifiante? et que peu de chose pourrait déclencher, un désordre social par exemple. Pour amener la résignation.

Dans la foulée, les révisionnistes ont pris argument de la guerre nucléaire pour essayer dans les années 50-60 de dissuader les peuples colonisés de prendre les armes pour se libérer. De même, ils

prennent argument que la bourgeoisie est capable de grands massacres pour écarter les masses de la voie révolutionnaire.

Il faut souligner que la passivité recommandée par les révisionnistes, loin de calmer les appétits des superpuissances, leur laisse le champ libre pour organiser l'un contre l'autre, des guerres de plus en plus meurtrières. Il faut dénoncer la publicité faite par les révisionnistes aux «initiatives de paix» du social impérialisme visant à masquer que celui-ci est en train de mettre au point des armes qui, autant que celles de l'impérialisme US recherchent la destruction maximum de populations.

En définitive, les préparatifs de guerre, l'utilisation des sciences les

plus développées pour des armes de plus en plus meurtrières, l'éventualité d'une nouvelle guerre ne sont qu'un puissant motif de plus pour combattre et renverser des bourgeoisies de plus en plus avides de domination.

Nous proposons d'ajouter avant le paragraphe «Les peuples du monde doivent sérieusement en compte...», l'amendement suivant : «Dans leur course aux armements, les superpuissances chaque jour mettent au point des armes nouvelles de plus en plus destructives dont certaines ont été utilisées contre les peuples (Indochine). La menace de les employer, leur usage effectif seront, une raison de plus pour les peuples de se soulever pour la révolution».

Cellule Brandt. Lyon

## SUR L'ATLANTISME

Dans l'ancien programme, un paragraphe, à propos de l'Europe, disait : «Le PCR lutte contre la participation de la France à l'Alliance Atlantique et à tout bloc agressif».

Dans le projet actuel, on ne trouve plus que le PCR «s'oppose à la participation de l'impérialisme français à tout bloc agressif».

De deux choses l'une, ou dans la nouvelle formulation, l'Alliance Atlantique est sous-entendue comme bloc agressif, et, dans ce cas, rien n'est changé.

Ou au contraire, l'omission de l'Alliance Atlantique est voulue. Je pense que cette question doit être éclairée et discutée car la suppression, entre les deux programmes, de la référence à l'Alliance Atlantique, peut donner lieu à diverses interprétations.

Une interprétation est particulièrement évidente : dans le cadre de la nouvelle situation de danger de guerre entre les deux superpuissances, il vaut mieux ne pas demander la sortie de l'alliance, face au social-impérialisme.

Cette façon de poser le problème revient à faire dépendre la défense d'une alliance, dirigée par les Etats-Unis, donc d'accorder un crédit au «bouclier américain».

Dans le cadre d'un affrontement en Europe, entre les deux superpuissances, le peuple français devra principalement compter sur ses propres forces, sur la direction du combat par la classe ouvrière, et il sera juge pour passer des alliances à venir, qui ne sauraient nullement être définies d'avance. Que l'on ne demande pas la suppression de la force nucléaire est une chose : on sait très bien qu'en cas de prise de pouvoir, le prolétariat en héritera. Mais c'est un raisonnement entièrement différent, revenant à nier le principe de «compter sur ses propres forces», et à prôner l'alliance avec une superpuissance contre une autre, que de tolérer la présence de la France dans l'Alliance Atlantique. D'ailleurs, ce serait parfaitement contradictoire avec une critique conséquente de l'atlantisme renouvelé de la bourgeoisie.

Pour toutes ces raisons, il est nécessaire, à mon avis, de bien préciser cette question dans le programme.

P. LEFORT

A mon avis, des deux hypothèses que tu présentes dans le texte, la «bonne» est évidemment la première... «Le PCR s'oppose à tout bloc agressif (l'Alliance Atlantique étant sous-entendue comme bloc agressif)».

## LA LUTTE DE CLASSES SOUS LE SOCIALISME

Nous avons quelques questions sur l'URSS

Nous avons eu un débat sur la poursuite de la lutte de classes sous le socialisme. Pour une camarade, les classes n'existent plus en tant que telles, ce qu'elle exprime pour la bourgeoisie par le fait qu'elle n'existe plus

en tant que classe organisée ; cette discussion est née à partir de la phrase du projet de programme : «La dictature du prolétariat s'étendra jusqu'à la suppression des classes et des différences de classe». Pour la camarade, la lutte de classe en pays socialiste ne se situe pas entre la

classe ouvrière et la classe bourgeoise, mais entre la voie socialiste et la voie capitaliste. La majorité de la cellule pense que les classes continuent d'exister en tant que telles, mais nous avons eu des difficultés à définir la classe bourgeoise, en nous référant à la notion de classe qui est

définie par sa place dans les rapports de production. De quelle façon cette définition d'une classe (par rapport à sa place dans les rapports de production) joue-t-elle en pays socialiste ?

Cellule St Denis  
du PCRml

Lénine définissait ainsi les classes : «On appelle classes de vastes groupes d'hommes qui se distinguent par la place qu'ils occupent dans un système historiquement défini de production sociale, par leur rapport vis-à-vis des moyens de production, par leur rôle dans l'organisation sociale du travail, donc par les modes d'obtention et l'importance de la part des richesses sociales dont ils disposent. Les classes sont des groupes d'hommes dont l'un peut s'approprier le travail de l'autre, à cause de la place différente qu'il occupe

dans une structure déterminée, l'économie sociale (1)».

La définition des classes au niveau des rapports de production se fait donc d'un triple point de vue :

- examen des aspects «anciens» subsistant sur le plan du régime juridique de la propriété des moyens de production : «rapport des individus vis-à-vis des moyens de production».

(1) Lénine - La Grande Initiative - Œuvres T. 29, page 425.

- examen des aspects «anciens» subsistant sur le plan de la hiérarchie, de la direction du procès de travail... : «rapport (des individus) dans l'organisation sociale du travail».

- examen des aspects «anciens» subsistant sur le plan de la répartition des richesses produites (différence de salaires, avantages en nature, de «fonction», etc...) : «rapport des individus par le mode d'obtention et l'importance de la part de richesses» reçues.

Il y a donc bien une base matérielle objective de l'existence des classes bourgeoises, anciennes et nouvelles durant toute la phase d'édification du socialisme. Pour caractériser la classe et leur rôle, il faut cependant non seulement tenir compte des facteurs capitalistes subsistant dans les rapports de production, mais aussi des facteurs capitalistes subsistant dans le domaine de la superstructure.

R.D.

# «L'EUROCOMMUNISME» SOLIDARITE DANS LA TRAHISON DE CLASSE

Deux drapeaux tricolores sur la tribune : le français et l'italien. C'est le symbole de la «solidarité» que sont venus proclamer Berlinguer et Marchais. Mais cette solidarité n'était pas celle des peuples contre l'impérialisme.

## DES DIVERGENCES

Certes, il y a encore quelques divergences, quelques nuances d'appréciation entre ces deux partis révisionnistes. Par exemple : sur les rapports avec l'Union Soviétique : Marchais insiste sur le rôle qu'elle aurait joué dans la soi-disant «détente» internationale, tandis que

depuis plus longtemps que le PCF.

Ce sont également des différences historiques qui expliquent les différences d'alliances dans les deux pays : le PCI a su s'assurer une base sociale parmi des couches qui restaient en France représentées par la social-démocratie traditionnelle : il peut donc directement passer alliance avec la démocratie chrétienne, alors que le PCF a été obligé de resusciter un PS moribond.

## MAIS UNE PERSPECTIVE COMMUNE

Mais ils se retrouvent profondément unis sur un projet de collaboration de classe.

pour la défense des intérêts immédiats du peuple travailleur, mais aussi pour proposer et faire réaliser, sur chaque problème de la vie du pays, des solutions constructives répondant aux intérêts généraux et profonds de la nation, il ne fait qu'expliquer plus clairement encore que Marchais qu'il soumet les intérêts immédiats et généraux du prolétariat à ceux de la bourgeoisie.

Cette convergence dans la trahison des intérêts du prolétariat, dans le souci d'apporter une solution bourgeoise à la crise politique des pays capitalistes occidentaux, voilà ce qui constitue le fond de l'«Euro-communisme», terme que Berlinguer a repris à son compte jeudi soir pour englober les partis révisionnistes français, italien et espagnol.

«Les sociétés qui sont nées en Union Soviétique, après la victoire de la Révolution d'Octobre, et dans l'Est européen, après la seconde guerre mondiale... présentent des aspects que nous considérons de manière critique, ou qui, de toute façon, ne sont pas applicables en des pays comme les nôtres», dit Berlinguer. Il prend ainsi ses distances vis à vis de l'URSS, comme le fait de plus en plus Marchais. Car pour donner confiance à la bourgeoisie, le PCI doit manifester son indépendance vis à vis du social-impérialisme. D'autre part, le rétablissement du capitalisme en URSS prend à bas un visage si repoussant qu'il détermine les travailleurs de tous ceux qui s'en réclament.

Paul GAUVIN

# LES DEUX PROCÈS D'ALÉRIA

Au procès d'Edmond Siméoni et de ses camarades, les témoignages se poursuivent, apportant chaque fois une nouvelle preuve de cette gigantesque provocation qu'a été l'assaut de la cave d'Aléria. A quelques pas de là, ce sont les fraudeurs de vin, les Juncqua, Cuaz et autres Boyé, qui sont dans le box des accusés, poursuivis à la fois par la société Mattei et par le syndicat CGT de Mattei.

Lorsque la ligne avait été coupée, les quelques journalistes qui étaient encore dans la cave, étaient vite sortis, comprenant que l'assaut était imminent. D'autres témoignages, celui d'un général en retraite, celui de Roland Siméoni sont venus en confirmation. Un officier en retraite qui séjournait en Corse a même indiqué que ce genre d'opération «aurait surpris durant la guerre d'Algérie»...

«Une opératrice m'a répondu que la ligne avait été coupée sur ordre du ministère de l'Intérieur». C'est Xavier de Calvi (homme de clan, rattaché aux radicaux de gauche) qui l'a expliqué, lors de l'audience de jeudi. On le savait déjà, car le ministère de l'Intérieur n'avait jamais caché sa volonté «d'en finir» à tout prix.

Le procès se poursuit aujourd'hui, et reprendra mardi, avec des témoignages, toujours faits à la requête des accusés. Mercredi, Jean Pascal Pierre, animateur de la lutte pour l'université de Corte et membre du directoire de cette université, et Servitus Predali, responsable de la CFDT Corse, témoigneront.



## Le Syndicat de la Magistrature dépose un préavis de grève

# PAS DE SANCTION CONTRE LE JUGE CECCALDI

### SUITE DE LA PAGE UNE

Lecanuet, mis en difficulté par les différentes révélations, semble être allé plus loin encore. «Je tiens d'excellentes sources que mon téléphone est écouté et que la Sécurité militaire mène une enquête. Les gendarmes de Donjon dans l'Allier ont questionné mes beaux-parents ainsi que le maire. Ils ont également demandé un extrait de naissance à ma

femme...» «pourquoi ? je l'ignore... A-t-on l'intention de me déférer devant la Cour de Sécurité de l'Etat ?» La commission rogatoire décidée par le juge Pagès, destinée à éclaircir la source des fuites qui ont permis la publication par Lecanuet de la correspondance confidentielle entre M.Ceccaldi et le ministre de l'Éducation Nationale, n'a même pas été

exécutée par la police. «Sur ordre de qui», interroge le substitut marseillais ? La procédure engagée durera plusieurs semaines. Il est peu probable que le substitut compare devant la commission de discipline avant septembre.

Il est désormais certain que l'épreuve de forces s'est engagée entre Lecanuet et les magistrats progressistes.

Affaire des ententes pétrolières, scandale de l'Habitat coopératif, l'étendue des pièces accumulées par la section financière du Tribunal de Commerce de Marseille sous la direction du juge Locques et du substitut Ceccaldi contre le Cartel des pétroliers et ses liens avec de hauts personnages du «Giscard-Système» exaspère le pouvoir. Deux armoires pleines de dossiers à scandales...

Berlinguer n'en fait pas mention. Mais tous deux se retrouvent pour accréditer ce dangereux mirage.

Berlinguer affirme sa volonté «de ne pas mettre en discussion l'appartenance de l'Italie aux alliances et aux organisations internationales dont elle fait partie», tandis que pour Marchais, «le pouvoir giscardien a désormais remplacé complètement notre pays dans le dispositif de guerre atlantique». Le PCI est favorable à un parlement européen, le PCF y est opposé : tout cela est masqué par des généralités sur une «Europe démocratique» qui devrait œuvrer à la «détente».

Ces différences ont des origines historiques : la dégénérescence révisionniste du PCI a été plus rapide que celle du PCF (c'est à la Libération que Togliatti prônait les «réformes de structures» qui ne sont devenues que plus tard un cheval de bataille du PCF). Le PCI a pris des distances avec Moscou

Berlinguer explique : «Le premier objectif qui peut être identifié et adopté par un très large éventail de forces sociales et politiques diverses, est de promouvoir une reprise économique sur des bases solides et nouvelles... d'assainir les finances de l'Etat». En effet, on ne voit pas pourquoi la bourgeoisie, dans sa plus grande partie, ne souscrirait pas à cet objectif. Et l'objectif du programme commun est bien foncièrement le même.

Quand Berlinguer dit : «Notre force réside dans l'effort que nous accomplissons non seulement

Le procès qui oppose les pêcheurs corses à la Montedison, dans l'affaire des boues rouges, vient d'être retardé. En effet, le parlement italien vient d'adopter 2 lois qui assouplissent les règles de déversement. Ce qui permet à la Montedison d'avoir une chance de gagner son procès en appel.

## BONNET : «IL Y AURA DES PROBLÈMES POUR MAINTENIR LE NIVEAU DES REVENUS AGRICOLES»

En deux ans, de 74 à 76, le revenu moyen agricole a diminué de 20 %. Bonnet avait assuré qu'en 76, il connaîtrait une sensible augmentation. C'était du moins les promesses qu'il faisait au début de l'année. Mais jeudi, devant l'assemblée des chambres d'agriculture, il a dû reconnaître que dans la réalité, 76 verrait une nou-

velle diminution du pouvoir d'achat des paysans, ses déclarations contrastent particulièrement avec l'optimisme qu'il affichait précédemment : «La conjoncture actuelle a-t-il dit apparaît contre nous. Il y a des risques d'excédents pour les fruits, les légumes et le vin et des risques de production insuffisante pour le blé, l'orge et les betteraves. Pour l'élevage, la calamité est double : d'une part, la sécheresse, et, d'autre part, à l'exportation, le cautionnement de 50 % institué par les Italiens. Il y

aura donc des problèmes pour maintenir le niveau des revenus agricoles».

Bonnet a ensuite précisé qu'il ne fallait rien attendre de la conférence agricole du 17 juin.

C'est donc clair, les paysans et d'abord les plus pauvres s'appauvriront encore en 76, à moins que par leurs luttes, ils arrachent au gouvernement leurs revendications sur l'augmentation de leurs produits et l'arrêt des importations des produits agricoles qui les concurrencent.

Bruxelles, rien à en attendre... comme à apt union, il faut lutter...



L'UNION DES SYNDICATS DE LA MAGISTRATURE DONNE UN COUP DE MAIN A LECANUET  
M. Braunschweig, président de l'USM, vient de l'expliquer sans sourire : «Dans l'affaire Ceccaldi, il n'y a pas d'atteinte à la liberté, en conséquence de quoi, son syndicat ne s'associera pas au mot d'ordre de grève lancé par le Syndicat de la Magistrature, pour protester contre la poursuite disciplinaire qui vient de s'entamer contre le substitut Ceccaldi.»

Voilà qui ne fait pas l'affaire du gouvernement, occupé qu'il est à redorer son blason devant la perspective des législatives ! Sans oublier que la hausse des tarifs pétroliers a été un des principaux éléments pour faire passer sa politique de crise et de chômage. Incontestablement les jours à venir seront riches en développements dans cette bataille pour les libertés démocratiques. Non à toute sanction à l'encontre d'Etienne Ceccaldi !

Pierre PUJOL

# LUTTES OUVRIÈRES

## Arsenal de Cherbourg Un ouvrier écrasé par une grue 4 000 TRAVAILLEURS MANIFESTENT POUR RÉCLAMER LA SÉCURITÉ DU TRAVAIL

Judi-matin, un ouvrier de l'Arsenal de Cherbourg était en train de souder sur un chaland. Ce chaland était sur un quai et une grue est venue lui écraser la tête, le grutier n'ayant aucune possibilité de le voir.

Pierre Pasquier avait 36 ans, marié, deux enfants. Soudeur à l'arsenal, il travaillait sur le chantier Suffren, un chantier de réparation des carénages de petits bateaux de surface.

Comment cela s'est-il passé ? Un syndicaliste CFDT de l'Arsenal répond : « Notre appréciation sur un tel accident, c'est que c'est le problème de l'organisation du travail qui est en cause. L'accident a eu lieu sur une interforme. Normalement, c'est exclusivement réservé aux engins mobiles, grues portuaires, engins de transbordement, etc. Or l'organi-

sation du travail est telle que, de plus en plus, et c'est valable pour tous les chantiers navals en France, ces interformes tendent à devenir des chantiers. On pourra toujours dire que la grue devait avoir des sabots, qu'elle devait être munie d'une sirène, qu'il peut y avoir aussi quelqu'un en bas avec un drapeau pour signaler les déplacements de la grue... Pour nous, c'est bel et bien un problème d'organisation du travail qui fait que des interformes qui sont des chemins pour véhicules deviennent des chantiers où travaillent les hommes. »

Comment a été organisée la riposte ? « Immédiatement, dès le début de l'après-midi, les organisations syndicales se sont vues et ont décidé un débrayage sur le tas de 16 h. 30 jusqu'à 17 h. Ce qu'il faut savoir, c'est

qu'on appartient à un secteur d'Etat qui est soumis à la loi anti-grève. La manifestation qui a suivi et qui regroupait les personnels de tous statuts a rassemblé 3 500 à 4 000 personnes devant les bureaux de la direction, place Bruhat, face à l'entrée principale de l'Arsenal. Une résolution au nom des organisations syndicales a été remise à la direction. L'essentiel, c'était bien sûr la manifestation de protestation. Une collecte a également été organisée.

Ce qu'il nous semble important, c'est de voir que cet accident n'est pas un hasard, c'est le résultat des conditions de travail effarantes, et ça fait déjà plusieurs années qu'on se bat là-dessus compte-tenu du type de chantiers assez importants qui se développent ».

## COFAL : APRÈS 7 MOIS DE LUTTE, C'EST LA VICTOIRE

Nous menions la lutte depuis le 10 octobre. Malgré les rabat-joie, notamment le PC, disant qu'il n'y avait plus rien à faire, malgré le sous-préfet (il y a des plans de restructuration, mais vous croyez que ça concerne un atelier de 15 personnes !), le patronat local, horrifié de voir des ouvrières relever la tête, la ténacité des ouvrières a finalement payé : l'atelier redémarre. Des emplois sont maintenus dans la région.

Sans expérience ni syndicale, ni politique, les ouvrières se sont aguerries dans cette lutte de longue haleine, où il y a bien eu des hauts et des bas. Elles ont été soutenues par l'UIS CFDT (elles se sont toutes d'ailleurs syndiquées à la CFDT) et le comité de soutien. Après une âpre discussion au siège de l'ANPE, M. Gardel (le nouveau patron) a proposé de réembaucher en priorité les ouvrières en lutte, de les former et de les qualifier, ainsi que de porter l'effectif de l'entreprise à vingt ouvrières au terme du contrat. Il a dû, en outre, reconnaître la section syndicale.

C'est donc une victoire. Mais les ouvrières de la COFAL ne désarment pas, car elles n'ont touché aucun salaire, ni indemnités aux-quelques l'ex PDG, Mme Raillon, avait été astreinte par le tribunal des référés. Là aussi nous obtiendrons satisfaction !

Corr. COFAL

## FTB (St-Denis) : les flics chassent les grévistes de l'usine occupée !

A 6 h. hier matin, les flics ont envahi l'entreprise FTB qui était occupée par les travailleurs depuis le 24 mai. Les travailleurs occupaient pour obtenir :

- pas de salaires inférieurs à 2 000 F pour 40 h. de travail ;
- le 13<sup>e</sup> mois ;
- le paiement de l'ancienneté des employés et le paiement des jours de garde d'enfants malades.

corres. St-Denis

## TOULOUSE : LES EMPLOYÉS DES BUS EN LUTTE

Les employés de la Compagnie des Transports Toulousains (CTT) sont entrés en lutte depuis lundi. Ils exigent la satisfaction de plusieurs revendications : les deux jours de congés consécutifs, l'augmentation de leurs salaires, l'aménagement des horaires de travail. C'est le deuxième jour de grève, mardi, qu'une première entrevue avait eu lieu entre les syndicats et la direction, laquelle refusera de céder quoi que ce soit. Mercredi, une assemblée générale était réunie qui votait la poursuite du mouvement.

## SNIAS NANTES : NON AUX MUTATIONS !

Ils étaient près de deux mille travailleurs à manifester jeudi à l'aéroport de Nantes Château Rougon. Les travailleurs entendaient ainsi s'opposer à la mutation de deux de leurs camarades qui revenaient du service militaire. Ils ont ensuite bloqué au sol plusieurs avions pendant trente minutes. Réintégration de nos deux camarades !

# LIP : "PORTES OUVERTES" ... A TOUS ?

## LE DÉBAT S'ENGAGE AU COLLECTIF CFDT

Le collectif CFDT-Lip, c'est la réunion quotidienne de la section syndicale ouverte à tous les Lip, syndiqués ou non, c'est le lieu de réflexion sur les actions et la tactique à suivre. Si jusqu'à présent, il n'avait pas joué son rôle, depuis quelques jours, il est redevenu le lieu de confrontation des idées, des propositions. Cette transformation s'est faite sous la pression de certains travailleurs qui réclamaient depuis longtemps un véritable débat sur les perspectives et les moyens de la lutte.

Mercredi 2 juin, 15 h. réunion du collectif. Dans les couloirs conduisant à la cafétéria et au restaurant, un tournoi de ping-pong se déroule. Un Lip vient et annonce : « c'est l'heure du collectif ». Plusieurs se lèvent et se dirigent vers le restaurant.

### L'OUVERTURE DE L'USINE

La discussion s'engage aussitôt sur la nécessité d'ouvrir l'usine à tous. Dans la réunion du collectif d'hier, les critiques ont été très vives contre l'intersyndicale qui refusait l'entrée de chacun dans l'usine Lip et contre la section qui soutenait cette position. Jusqu'à présent, la section CFDT avait refusé la présence des « éléments extérieurs » à l'intérieur de l'usine. Mais beaucoup de travailleurs refusaient qu'une sélection se fasse à l'entrée de l'usine et que ne soient pas accueillis tous ceux qui viennent soutenir les Lip. (Jusqu'à présent, seuls quelques

privilegiés pouvaient entrer : parlementaires de gauche, maires... militants PSU). Aussi, aujourd'hui, le collectif tranche enfin dans le sens de l'ouverture à tous, c'est le résultat positif des nombreuses critiques qui se font jour au collectif depuis quelque temps et que les journées « portes ouvertes » ont renforcées.

### QUELLE COORDINATION DES LUTTES

Le deuxième point de l'ordre du jour porte sur la réunion de dimanche de Pentecôte qui doit être une suite à la motion adoptée aux journées « portes ouvertes ». Si la journée est déjà toute organisée, peu savent comment pour qui et par qui elle est préparée. Les questions fusent : « quel est le but réel de cette initiative ? Qui est derrière ? » En fait, dans cette préparation, deux projets se sont opposés : la réunion de dimanche est une réunion des usines en lutte contre les licenciements. Y participeront des représentants syndicaux mandatés par les travailleurs. C'est donc une réunion de travail restreinte dont il s'agit, qui veut, dans le cadre syndical, réaliser une coordination des luttes contre les licenciements. C'est dans ce cadre structuré de l'organisation syndicale que pourra ensuite être imposé aux UD et aux UR d'appuyer cette coordination (C. Piaget rappelait l'opposition de Rollant aux travailleurs de Caron-Ozanne et celle de Jeannette Laot au Congrès CFDT d'Annecy). S'agira-t-il simplement de nouveaux « mini-Lip » ? (dont on se rappelle que c'était une réunion PSU



cachée derrière une étiquette syndicale). Des travailleurs souhaiteraient un rassemblement national de lutte contre les licenciements.

### COMMENT DONNER VIE AUX ASSEMBLÉES GÉNÉRALES ? LA QUESTION DES PERSPECTIVES

Cette question avait soulevé de vives oppositions au collectif de la veille : « Si on continue comme cela, bientôt on ne saura plus que faire dans l'usine ». Reprises aujourd'hui, chacun s'interroge sur la possibilité d'animer

ces assemblées générales quotidiennes car « pour l'instant, le drame, c'est le monologue en A.G. ». L'opposition dans le collectif fera des propositions pour que le débat s'installe en assemblée : « que chacun dise ce qu'il pense de la lutte, comment il la voit, pourquoi il ne s'exprime pas ». Le débat s'engage alors sur les perspectives de la lutte : « les perspectives de la lutte sont bien maigres », en effet, à part la journée nationale du 20 juin et l'espérance d'une action qui sera définie dimanche, peu de perspectives. Dans le cours de la discussion très vive qui s'engage alors, la direction de la CFDT s'entendra plusieurs

fois reprocher : « où sont les perspectives ? A part 78, vous ne voyez rien d'autre ». A cette accusation, elle répondra : « il faut attaquer, mais comment ? ». Un autre travailleur répondra : « vous avez peur de faire peur à la bourgeoisie ». Le débat de fond a commencé à s'installer au collectif et l'enjeu est de taille : pour éviter d'attendre 78, que faire ? Rechercher des actions ! Car l'essentiel, c'est comment faire suffisamment pression sur la bourgeoisie pour l'obliger à relancer Lip.

### LES VISITES DE L'USINE

Un autre point positif de ce collectif : chaque visite technique de l'usine se terminera par une discussion. Le point de vue purement « technique » des visites est en recul au profit des débats politiques. Dès 17 heures, ce mercredi, les travailleurs de Lip répondaient aux questions des lycéens de Neufchâteau (Vosges) venus tout exprès en car cet après-midi. La première question : « Pourquoi est-ce que vous ne dites plus : on fabrique, on vend, on se paie » ; Charles Piaget expliquera les différences entre 73 et 76, mais bien sûr cette question renvoyait au débat qui venait d'être lancé sur les perspectives de la lutte.

Corr. Besançon

# INFORMATIONS GÉNÉRALES

## LA CORSE EN COLÈRE (6) DANS LA PLAINE D'ALÉRIA

Lorsqu'on remonte vers le Nord, en partant de Porto-Vecchio, deux choses frappent : le nombre d'hôtels, de motels, centres de vacances ou «chânes» le long de la mer, tous ornés de drapeaux allemands, belges, hollandais (et parfois corse, mais il s'agit alors de propriétaires qui pensent ainsi se garantir contre les plasticages...), bref une côte atteinte dans sa beauté par ce foisonnement cosmopolite. L'autre aspect frappant, lorsqu'on dépasse Solenzara, est la transformation complète du paysage : alors que la forêt, le maquis ou le pâturage sont de rigueur ailleurs, on découvre brusquement d'immenses étendues de vigne, d'une vigne jeune, en bord de mer le plus souvent. C'est le résultat du «plan d'action régionale», de la préparation par la SOMIVAC (1) du terrain pour les colons rapatriés d'Algérie. C'est aujourd'hui la région de Corse où les tensions sont les plus fortes, où la révolte est la plus manifeste.

ments. Ensuite, les crédits ont été systématiquement refusés aux petits agriculteurs corses. On nous disait : «vous n'avez pas de garanties, vous ne connaissez pas les méthodes modernes...», et pendant de temps, on voyait les domaines s'agrandir, la commercialisation tomber entièrement aux mains des gros propriétaires...». Tout est venu confirmer la volonté du pouvoir de faire disparaître les petits paysans. L'histoire de la cave coopérative de St Antoine en est une preuve supplémentaire.



### LA CAVE DE ST ANTOINE

Simon est devenu un des responsables de la FDSEA. «Dans les négociations, sur la commercialisation en particulier, j'étais écœuré de voir comment nous étions roulés. Les Depeille et les Infantes contrôlaient toute la production et les quelques coopératives qui existaient étaient à leur solde. On a alors décidé de monter une coopérative, à St Antoine, où les exploitations font entre 4 et 10 hectares. Ça a été une rude bataille. On a tout fait

pour nous en empêcher. Par exemple, il y a deux ans, la globalisation des dettes n'a profité qu'aux grosses coopératives. On a dû tout construire nous même, on a dû payer la ligne pour avoir du courant à la cave, alors que ça avait été offert gratuitement aux gros. C'est allé jusqu'à la mesquinerie : quand l'équipement téléphonique a été fait (le téléphone est indispensable, pour une coopérative), on a branché tout le monde, sauf nous... Pour

l'administration, nous sommes des gens dangereux, la coopérative de St Antoine, c'est «la coopérative des autonomistes».

viticulteurs se sentent étroitement solidaires de la lutte des petits viticulteurs du Languedoc : «évidemment, Montredon nous a fait penser à Aléria. Mais il n'y a pas que ça : on a les mêmes problèmes qu'eux, les mêmes ennemis qu'eux, en quelque sorte. Pour nous, il y a en plus le coût des transports qui nous pénalise doublement».

### LA PROGRESSION DES IDÉES AUTONOMISTES

«La coopérative des autonomistes... On touche là un aspect important de l'évolution des idées ces dernières années.

«C'est très naturellement qu'on en est venu aux idées autonomistes : quels sont ceux qui accaparent les terres ? Il y a les colons qui sont venus avec leurs capitaux, avec leur air d'être en territoire conquis. Il y a eu quelques fonctionnaires de la SOMIVAC, qui se sont «fabriqués» un passé de rapatriés, pour bénéficier de ce qu'ils avaient eux-mêmes créé. Et il y a les gros trusts comme Marnat qui légalement ne pouvait pas s'installer, et qui a bénéficié de tout le soutien de Degosse, le responsable départemental de l'agriculture (celui que nous avons promené en caleçon dans les rues d'Ajaccio...). Tout cela nous a vraiment donné l'impression d'être colonisés. Ça donne qu'à chaque réunion de la coopérative, la discussion en vient toujours au procès, aux manœuvres de l'Etat. Ça donne que des bergers qui n'achetaient jamais le journal descendant tous les jours pour se le procurer, depuis que le procès a commencé».

«Nous avons soutenu les postières de Ghisonaccia, même si on se disait qu'elles auraient dû y aller beaucoup plus fort. Elles nous ont soutenus, aussi, lors de l'occupation du Crédit Agricole. A cette occasion, il faut dire aussi que le soutien des employés du Crédit Agricole a été très important : quand nous avons occupé, Riolacci, le préfet était prêt à envoyer les CRS. L'intersyndicale des employés s'est alors déclarée complètement solidaire de notre action, et ça a joué. Le Crédit Agricole est revenu sur sa décision de nous virer de la caisse locale de Ghisonaccia».

La réponse que me faisait un viticulteur, éleveur aussi parce que la vigne ne suffit pas, lorsque je lui demandai comment il voyait cette autonomie, est le fruit de telles expériences : «Je suis autonome parce qu'on ne voit pas bien avec qui d'autre on pourrait se mettre pour se défendre. Mais l'autonomie, ça doit de toute façon se faire dans l'intérêt de tous les travailleurs, ça ne doit pas aller profiter à d'autres «gros»».

Simon F. est viticulteur, à St Antoine. Il a cinq hectares. C'est déjà significatif : St Antoine, à une dizaine de km de Ghisonaccia, est adossé à la montagne, là où on trouve les petites exploitations, de paysans corses. La plaine, les terres riches, appartiennent aux gros. «Quand on connaît la situation des frères F., qui, par volonté de rester au pays, s'obstinent sur quelques hectares, et qui passent tous les jours devant des domaines de 500 hectares ou plus, super-mécanisés, constitués

malgré la loi anti-cumul, et qui en plus appartiennent à des fraudeurs, on doit comprendre notre colère». Simon ne parle pas pour lui, il parle pour tous les petits viticulteurs corses : «On lit dans certains journaux : les pieds-noirs ont montré aux corses ce qu'on pouvait faire de terres incultes. Il ne s'agit pas de nier que certains ont travaillé. Mais dire ça, c'est mentir pour justifier notre propre disparition. D'abord, c'est la SOMIVAC qui a fait tout le gros travail, qui a fait construire les routes et les bâti-

## PRESSE

### contre les licenciements GRÈVE DANS LA PRESSE PARISIENNE

«France-Soir» et «L'Équipe» n'ont pas paru jeudi, «Le Figaro» ne paraît pas vendredi, suite à la grève des ouvriers du Livre, décidée lundi par le Comité Intersyndical du Livre parisien. Jeudi midi, plusieurs centaines de travailleurs du Livre se sont rassemblés au rond-point des Champs Élysées, devant le siège de la direction du «Figaro» ; ils ont accroché une grande banderole : «France-Soir, Figaro, signez l'accord-cadre !»

en riposte aux licenciements que préparent les directions du Figaro et de France-Soir. Vendredi dernier se déroulaient des négociations entre la CGT du Livre et les patrons des quotidiens parisiens (regroupés dans le Syndicat de la Presse Parisienne), négociations qui portaient surtout sur la garantie de l'emploi, remise en cause par la modernisation des techniques de composition et d'impression. Les patrons de ces deux quotidiens, refusant l'accord qui se dessinait sous prétexte

d'équilibre financier, ont quitté le Syndicat de la Presse Parisienne.

Ils entendent ainsi avoir les mains libres pour licencier près d'un millier d'ouvriers du Livre.

La presse parisienne connaît une crise qui est liée à la concurrence qu'elle subit tant de la presse régionale que de la radio et de la télévision. Le Figaro et France-Soir tentent d'y faire face en faisant supporter par les

travailleurs les frais de la rentabilisation : remplacement de la linotypie et de la typographie par la photocomposition et l'offset ; et pour Le Figaro, création de huit centres de diffusion en province. Le tout accompagné de près d'un millier de suppressions d'emplois.

Comme au «Parisien», comme dans de nombreuses imprimeries, les travailleurs s'opposent au plan de licenciement de la bourgeoisie !

Ces actions ont décidées

● Le premier bal organisé depuis septembre 1944 a eu lieu, samedi soir, à Étaubon en Haute-Saône, village de deux cent-trente habitants. En septembre 44, les armées allemandes en retraite avaient fusillé quarante-quatre habitants d'Étaubon. Depuis cette date, aucun bal n'avait eu lieu.

● Le général Méry se rend en République Populaire de Chine. Il sera accueilli par les responsables de l'armée populaire et s'entretiendra avec les dirigeants chinois. Une visite dans le Sinkiang est prévue.

● MOON EN VIENT AU MEURTRE : Les milliers que la CIA a investis pour le meeting de la secte Moon n'ont pas été très rentables, puisqu'il n'y a eu que la moitié des participants escomptés. D'autant que parmi ces participants, des milliers de jeunes étaient venus protester. Pendant que Moon expliquait «qu'un jour les rois et les chefs d'Etat se prosterneront devant lui», ses nervis faisaient un mort et des dizaines de blessés parmi les protestataires.

## SPORTS

### Amitié d'abord compétition ensuite

Une trentaine de travailleurs arabes (Algériens, Marocains, Tunisiens) se sont constitués en association. L'Étoile Sportive Arabe est née pour être quelque chose de différent dans ce monde du sport business. N'ayant pas les moyens matériels des équipes professionnelles et pseudo-amateurs, ils se sont regroupés avec des Portugais, des Yougoslaves, Africains, Espagnols pour constituer la Fédération Immigrée du Football. Ensemble, ils ont acquis le droit d'obtenir des terrains pour jouer et pratiquer le sport. Ils organisent un Tournoi d'Amitié et d'Entente entre les Immigrés dont la finale sera jouée le 6 juin 1976.

Finale : dimanche 6 juin au Stade Max Roussie, 28 rue Auguste Bréchet - 75017 - Paris - M<sup>o</sup> Porte de St Ouen. Venez nombreux soutenir la lutte des travailleurs immigrés pour le droit aux loisirs.

### ALBERT TEISSEYRE TOUJOURS EN PRISON

Malgré la décision du juge d'instruction de le libérer, que nous annonçons hier, le viticulteur Teisseyre est toujours aux Baumettes, dans un état de santé de plus en plus alarmant. Le procureur de la République, en faisant appel de cette décision (l'appel est suspensif) met donc en danger les jours de Teisseyre.

Pendant ce temps, les actions des viticulteurs se multiplient, contrôles «surprise» de camions-citernes et inscriptions dans tout le Languedoc pour exiger sa libération.

# INTERNATIONAL

**SAHARA OCCIDENTAL : 20 mai 73 - 20 mai 76 : un peuple au combat**

## « NOUS NE SOMMES PAS COMME L'ARMÉE DE OULD-DADDAH »

par Grégoire CARRAT

( le F. Polisario et la Mauritanie )

*Le peuple sahraoui offre aux peuples marocain et mauritanien de mener une lutte commune en mettant à leur disposition tout ce qu'il possède. Nous avons vu que la lutte du peuple sahraoui créait les conditions pour que cette unité se réalise en faisant éclater des contradictions importantes dans l'armée marocaine et en dressant les uns contre les autres envahisseurs marocains et mauritaniens.*

Les villes de Ouadane et de Chingetti, situées profondément à l'intérieur du territoire mauritanien, ont été occupées par le Front Polisario au début du mois de mai. Cela montrait la capacité d'offensive du Front. Pendant le combat qui opposa le Front aux troupes mauritaniennes, la panique gagnait la population : « Nous avons rejoint des femmes qui étaient parties cacher leurs bijoux dans le désert. Nous leur avons dit que nous n'étions pas comme l'armée de Ould Daddah qui a le droit de piller tous les biens, dont les soldats cassent les bras de nos femmes pour s'emparer de leurs bracelets et leurs doigts pour s'emparer des

bagues... » Des meetings, des discussions étaient ainsi organisés par les combattants. Ils distribuaient les vivres qui se trouvaient dans les magasins de l'Etat et de l'armée. Tous les prisonniers étaient libérés. Puis l'unité de guérilla est repartie, après avoir montré que le Front menait le même combat que le peuple mauritanien.

### 42 JOURS A PIEDS POUR REJOINDRE LE FRONT

En Mauritanie, depuis le début de la guerre, la situation est catastrophique. Les magasins sont livrés en quantité dérisoire. Les approvisionne-

ments par le Sahara ne se font plus depuis le départ des Espagnols. Les relations diplomatiques sont rompues avec l'Algérie qui approvisionnait tout le nord. La Libye ne donne plus non plus de dons. L'alliance avec le Maroc a substitué les livraisons d'armes aux « dons des peuples » qui faisaient vivre la population. Le blé est passé à 30 ougyas, il a triplé. A Bir Moghreïn, on mange du blé bouilli dans lequel on met du beurre fondu envoyé par le marché commun. Il en faut trois fois plus que le beurre de brebis que nous livraient les Sahraouis. Pour museler la colère des masses, la police politique a étendu ses griffes partout. Le moindre suspect est accusé d'être du Polisario, arrêté. Les Sahraouis réfugiés en Mauritanie sont l'objet d'une étroite surveillance, de menaces permanentes et nombre sont en prison.

Aussi nombreux sont ceux qui cherchent à fuir.

« Je ne savais que peu de choses du Front » explique un mauritanien venu dans les camps, « mais je savais qu'il combattait contre l'injustice. J'ai rencontré ces gars-là, je suis venu avec eux ». A huit, sept jeunes et notre interlocu-

teur, ils sont venus à pied depuis Atr. Ils ont mis quarante deux jours pour rejoindre les camps. « C'était la seule solution, explique l'un d'eux, il n'est pas possible de partir, ni en voiture, ni d'une ville frontière. Mais si ce n'était

Nous qui sommes un petit peuple comprenons très bien ce qu'est une guerre pour un petit peuple » disent les militants du Front qui développent tous leurs efforts pour que l'unité nécessaire à tous se réalise.



pas aussi difficile et dangereux, ils viendraient nombreux.

### LES MENSONGES FERONT PLACE A LA VÉRITÉ

Des gens fuient vers le Sénégal, vers le Mali. Ils veulent échapper à la mobilisation, à la répression, à la misère. En Mauritanie, aujourd'hui, tout appartient à l'armée.

Tous les véhicules sont réquisitionnés. A Bir Moghreïn, ils ont pris les réserves d'eau potable des habitants, qui doivent boire de l'eau sale. Dans la garnison de Bir Moghreïn, à chaque permission, les déserteurs sont au nombre de quarante ou cinquante. Ils ont essayé de supprimer les permissions mais les soldats se sont mis en grève et il a fallu les rétablir.

L'aventure de Ould Daddah menace la Mauritanie dans sa cohésion même. Mais malgré la répression et les campagnes mensongères, le peuple mauritanien trouve un allié dans le peuple sahraoui.

« Nous attendons du peuple et de l'armée de Mauritanie qu'ils comprennent que la guerre dirigée contre nous est dirigée également contre eux.

En Mauritanie, la propagande est systématiquement organisée, nous explique un bédouin qui a rejoint le Front. « Un jour, un bédouin que je connaissais est revenu de la ville avec des couvertures de l'armée. Il nous a tous convoqués, il nous a fait asseoir sur le sable pendant que lui était assis sur la couverture, et nous a dit qu'il était chargé de faire connaître les informations ». Les récits sont de deux sortes, inspirés des contes traditionnels. D'un côté, ils exaltent la puissance de l'armée de Ould Daddah : « à La Guera, nos soldats ont tiré deux balles que nous avait donné la France, et tous les Polisario ont été tués, les corps volaient en l'air ». De l'autre, ils attisent la peur : « les Polisario veulent tous vous tuer, ils veulent prendre vos femmes et vos enfants ». C'est une propagande faite par le mensonge, conclut notre interlocuteur qui a constaté de ses yeux que tout était faux. « Et les mensonges un jour feront place à la vérité ». Les mensonges cherchent à dresser les deux peuples l'un contre l'autre. La vérité les unit.

## NOUVELLES D'AFRIQUE

Il y a une semaine, les pays africains célébraient la « journée de libération de l'Afrique » à l'occasion du treizième anniversaire de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA), qui regroupe quarante-sept États membres, le 25 mai dernier. De nombreuses déclarations officielles ont marqué cette journée, allant dans le sens d'une affirmation de l'unité des pays africains face à l'impérialisme et d'un soutien aux peuples en lutte de Namibie, de Rhodésie et d'Afrique du Sud contre le régime raciste d'Afrique Australe.

### VISITE DES DIRIGEANTS AFRICAINS EN URSS

Cette même période vient de voir une intense activité diplomatique se développer entre l'URSS et un certain nombre de pays africains : Samora Machel, président du Mozambique terminait le 23 mai une visite officielle d'une semaine en URSS. Le lendemain voyait l'arrivée à Moscou de Lopo Do Nascimento, premier ministre angolais, pour trois jours. Au terme de cette visite, des

accords de coopération étaient signés entre l'URSS et l'Angola portant sur la coopération scientifique et technique, la pêche, la marine civile, le commerce et la coopération économique et technique. Enfin c'était Joshua N'Komo, dirigeant de l'aile intérieure du Conseil National Africain de Rhodésie (ANC) qui succédait à Lopo Do Nascimento, après s'être arrêté à Londres et à Paris où il avait été reçu par un représentant du gouvernement français.

● En Afrique de l'Ouest, la semaine qui vient de s'écouler a été marquée par des événements politiques importants dans trois pays principalement.

● En Haute-Volta, le 22 mai, les étudiants de l'université de Ouagadougou, ainsi que les élèves de l'enseignement secondaire ont manifesté pour protester contre l'expulsion de deux de leurs camarades de la Cité Universitaire à Paris par les autorités françaises. Alors qu'ils se dirigeaient vers l'Ambassade de France pour y remettre une pétition, ils ont été sauvagement réprimés par les forces de l'ordre, et un certain nombre d'entre eux ont été arrêtés. En début de semaine dernière, l'ensemble des étudiants et élèves de l'Université et des établissements secondaires de Ouagadougou étaient en grève pour répondre à la répression policière.

### COOPÉRATION FRANCO-AFRICAINE

● Au Tchad, début de la concrétisation des nouveaux accords de coopération franco-tchadiens signés le 2 mars dernier : la forte participation de la France dans la mise sur pied d'une université au Tchad sur le plan financier et technique est caractérisée par l'augmentation de l'envoi de coopérants français dans l'enseignement et le renforcement du contrôle de la France sur la formation des futurs cadres tchadiens.

De plus, la semaine dernière était marquée par la signature de trois conventions d'ordre financier portant à trois milliards de Francs CFA la dépendance financière du Tchad vis-à-vis de l'impérialisme français.

● Enfin, à Niamey, le 24 mai, avait lieu, dans la plus grande discrétion, la signature de trois conventions de coopération entre la France et le Niger concernant la mise sur pied d'un plan de transport, d'un projet d'aménagement hydro-agricole, et la coopération en matière de recherche, encadrement et formation pédagogique. Il faut rappeler que les accords de coopération avec le Niger n'ont jamais été renouvelés depuis seize ans et que le point d'achoppement était l'uranium dont il n'est nullement question dans ces nouveaux accords.

Annette JANDET

● USA : Ford a décidé de changer de forme de publicité pour les dernières élections primaires qui se dérouleront mardi en Californie : désormais Ford sera vanté à la manière des poudres à laver. Deux femmes discuteront l'une vantant à son amie les mérites de son candidat préféré : au lieu de dire grâce à la poudre X mon linge est plus blanc, elle dira grâce à Ford les prix montent moins vite ! La belle liberté !

● THAÏLANDE : Le gouvernement thaïlandais a réinstauré l'état d'urgence dans quatre provinces qui sont, Roi-Et, Chayaphum, Kanchanaburi, et Kaphaengphet. Ces mesures ont été prises pour faire face à l'offensive lancée par les révolutionnaires thaïlandais. Par ailleurs, d'importantes opérations militaires et policières de répression ont été effectuées dans le Sud du pays. Le premier ministre, lors d'une déclaration à la presse, a été obligé de reconnaître l'importance des actions des forces révolutionnaires.

### COMMUNIQUÉ

Un meeting se tiendra, le samedi 5 juin à la cité universitaire internationale, maison d'Italie (Métro : Cité Universitaire) pour protester contre le procès intenté à des militants anti-impérialistes

africains. Ceux-ci sont accusés alors que des coups de feu avaient été tirés contre l'un d'entre eux par ceux-là mêmes qui les attaquent en justice.

### CONSEIL DE L'EUROPE

Les ministres de la justice ont approuvé un avant projet de convention sur la lutte contre le « terrorisme international ». Les motifs politiques ne seraient

plus pris en compte lors des demandes d'extradition. En France cela reviendrait notamment à livrer à la police espagnole les réfugiés politiques basqués sur simple demande d'extradition.

# INTERNATIONAL

## LIBAN

### Le communiqué commun Syrie-URSS UNE COOPÉRATION CONTRE LES PEUPLES ARABES

A l'occasion de la visite de Kossyguine en Syrie, un communiqué commun a été publié par le régime syrien et l'URSS.

«...L'URSS et la Syrie proclament leur détermination de poursuivre leur coopération en vue de réaliser une solution globale au Proche Orient... la conférence de Genève est un forum convenable pour la réalisation d'un règlement global au Proche Orient sur la base de la mise en œuvre des résolutions des Nations

Unies, et avec la participation de l'OLP...»

Au sujet du Liban, le communiqué dit : «Les deux parties affirment leur détermination de poursuivre leurs efforts en vue de mettre un terme à l'effusion de sang...».

Sans doute l'URSS préfère-t-elle remplacer les tueurs phalangistes par les forces d'agression syriennes contre les peuples libanais et palestiniens, pour être mieux à même de conduire sa politique.

### COMMUNIQUÉ DES ÉTUDIANTS ARABES EN FRANCE

Les étudiants arabes à Paris ont occupé le siège de la Ligue arabe pour condamner l'intervention syrienne au Liban. Ils ont publié le communiqué suivant :

«...Le régime syrien est en train d'exécuter actuellement, à côté des forces isolationnistes locales un complot impérialiste sioniste réactionnaire visant à liquider la Révolution Palestinienne et le mouvement national libanais. Il s'agit d'une nouvelle escalade dans le complot.

(...) Le régime syrien veut réaliser les projets de solution pacifique, partiel ou global, passant par la conférence de Genève ou par tout autre moyen.

Tout cela en liquidant la lutte armée, consacrée par 11 années de lutte menées par la Révolution Palestinienne et, par là, liquider notre cause nationale, la cause du peuple palestinien...

Nous affirmons notre soutien total à la Révolution Palestinienne et au mouvement national libanais. Nous considérons que leur autonomie est la condition essentielle à tout règlement politique de la crise libanaise.

GUPS (Palestine), UGELF (Irak), UGEJF (Jordanie), UNEMF (Maroc), UNGEYF (Yemen), les étudiants patriotes syriens en France.

## LA SAIKA BOMBARDE UN CAMP PALESTINIEN

SUITE DE LA PAGE UNE

Les troupes syriennes empêchent le lien entre la Brkaa où elles sont installées et Beyrouth. Elles veulent faire le blocus de Beyrouth, au

niveau de l'armement et de l'alimentation. A Beyrouth même, les combats ont continué pendant toute la journée d'hier entre la Saika

(l'organisation pro-syrienne faisant partie de l'OLP) et la Résistance Palestinienne. La précision des tirs contre le camp palestinien de Sabra montre que c'est la Saika qui cherche la mort des Palestiniens. Cette organisation fantoche dans l'OLP a encore tiré sur les maisons des principaux dirigeants de la Révolution Palestinienne, dont Yasser Arafat. Ces obus ont tué une personne et ont blessé une autre. La pratique de la Saika à Beyrouth montre les buts de la Syrie : liquider la Révolution Palestinienne et le mouvement patriotique libanais. En même temps que la résistance s'organise au Liban contre les troupes syriennes, une mobilisation au niveau des régimes arabes commence à se manifester. L'Égypte a accusé la Syrie de «préparer des boucheries sanglantes» et se déclare favorable à une réunion de la Ligue Arabe pour mettre fin à cette intervention. Elle répond en cela à la demande faite par l'OLP. L'Irak s'est déclaré prêt aussi à cette réunion.

Arabe, comme à Paris, soit l'ambassade de la Syrie, comme en Égypte.

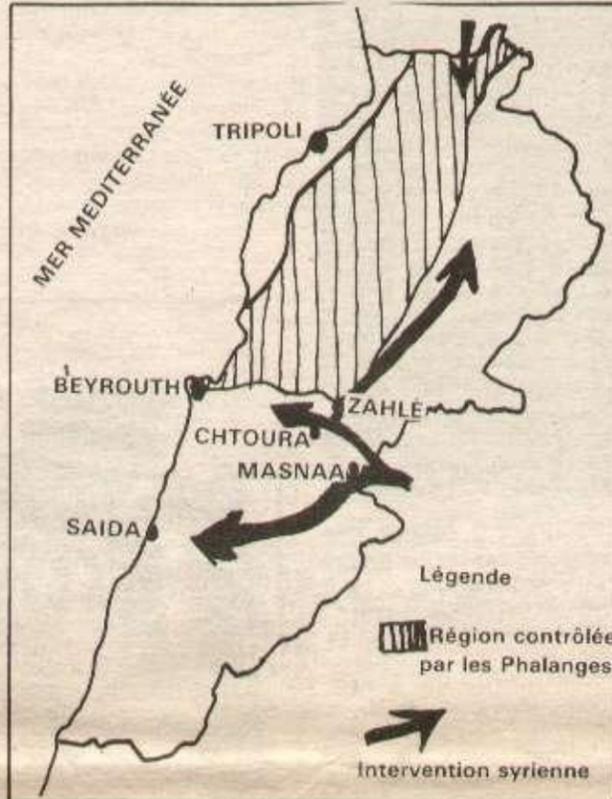
### JUSQU'OU IRONT LES ENVAHISSEURS ?

Devant le refus de l'ultimatum qu'elle a lancé, que fera la Syrie ? Passera-t-elle à l'attaque contre les forces patriotiques pour les liquider ou bien reculera-t-elle ? Les sionistes ont dépêché leurs chars sur le sud du Liban. Cherchent-ils à empêcher la mobilisation des troupes patriotiques du sud pour protéger leurs frères au Nord ?

D'après certaines rumeurs, il semblerait que le port contrôlé par les phalanges, Jounieh, attende un débarquement de l'armée française. Est-ce que la bourgeoisie française compte répondre à la demande du représentant de la CIA au Liban, Charles Malek ? En tout cas, une intervention française n'est pas à rejeter si la Syrie ne joue pas le rôle qui lui est demandé par les puissances étrangères.

Les étudiants arabes dans différents pays ont occupé soit le siège de la Ligue

Yomna El KHALIL



## ESPAGNE : la Coordination Démocratique

### «UNE RUPTURE DEMOCRATIQUE NEGOCIEE»

Hier, devant un auditoire nombreux, les principaux dirigeants de la Coordination Démocratique, organisme unitaire de l'opposition au franquisme, ont précisé leurs objectifs.

Il y avait à la tribune, outre les Commissions Ouvrières et l'UGT, Calvo Serer (monarchiste indépendant), le parti révisionniste avec Carillo, le PSOE (Parti Socialiste), le Parti Carliste, le Mouvement Communiste et le Parti du Travail d'Espagne.

On notait une absence de marque, celle de l'ORT (Organisation Révolutionnaire des Travailleurs) qui a demandé à la Coordination Démocratique des éclaircissements sur le processus de rupture démocratique et n'a toujours pas reçu de réponse. L'ORT s'inquiète en effet de certaines ambiguïtés de la déclaration de principes de la Coordination : la rupture démocratique peut-elle se faire sous l'égide de Juan Carlos, ou non ? Voilà ce qui n'est pas clair et la réunion d'hier n'a pas écarté définitivement cette hypothèse.

La rupture démocratique revendiquée par la Coordination suppose le rétablissement de toutes les libertés démocratiques sans exclusive, garantie par un gouvernement provisoire.

Le représentant du Parti du Travail d'Espagne a souligné que le régime était exactement le même que celui de Franco. Nazario Aguadoa a ajouté : «La Coordination Démocratique est contre toute forme de gouvernement qui serait imposée au peuple, contre le régime actuel, quelle que soit la forme qu'il revête. Pour arriver à cet objectif, la Coordination Démocratique compte sur l'in-

puisable pouvoir transformateur des peuples».

Cependant, dans le cours de cet exposé, bien que chacun des participants parle au nom de l'ensemble de la Coordination, l'accent a parfois été mis sur des aspects différents. Différences d'accents ou divergences ? C'est ainsi que le PSOE a insisté sur les trois plans d'intervention de la Coordination ; la connaissance et l'étude des problèmes politiques et économiques de l'Espagne, la mobilisation des masses à partir de cette analyse et la possibilité de négociations et de compromis avec les secteurs libéraux du pouvoir et avec les institutions du pouvoir. Il a défini clairement que le processus envisagé était la

«rupture pactée ou négociée ou encore la conquête progressive de la liberté, pour laquelle il faut des interlocuteurs, le peuple, avec sa pression sociale, et les secteurs libéraux du pouvoir». En mettant sur le même plan ces deux interlocuteurs, la Coordination Démocratique avoue clairement que ses objectifs peuvent être conciliables avec les évolutionnistes, et qu'elle compte se servir des luttes populaires comme d'un simple moyen de pression ; son projet ne fait que rencontrer superficiellement les aspirations du peuple, et ne les exprime en aucun cas. On est obligé de rapprocher cette déclaration de la pratique de ces organisations, qui déploient beaucoup d'énergie pour convaincre les libéraux du régime d'accepter une démocratie qui ne nuirait en rien à ses intérêts de classe. C'est exactement aussi ce qu'a développé Santiago Carillo, qui fait fond sur l'existence d'un bunker rétrograde, opposé à la volonté de transformation de l'énorme majorité des Espagnols. Mais quand on se rappelle que certains membres de cette Coordination ont engagé des conversations avec Fraga, ministre de l'Intérieur, responsable de la fusillade de Vitoria et de huit autres morts, responsable de la torture, et d'une censure qui vient encore de frapper Cambio 16, on se demande vraiment où est passé le bunker ?

La volonté de pactiser avec le secteur libéral du fascisme au pouvoir n'est pas la seule des ambiguïtés de la Coordination Démocratique. Que dire de la prétention à «représenter l'ensemble des forces politiques de l'Espagne» en mentionnant seulement un accord avec le Conseil des Forces Politiques de Catalunya et en passant sous silence l'Assemblée de Catalogne ?

Que dire aussi de la position de la Coordination Démocratique sur les droits des nationalités que certains s'obstinent hier à qualifier de droits régionaux, et de cette déclaration qui liment d'emblée le droit à l'autodétermination des peuples : «Entre l'État centraliste et l'État fédéraliste, il y a l'État intégré, un État dans lequel les régions auront droit à l'autonomie». Sans compter que la Coordination Démocratique invite cordialement «des plates-formes unitaires régionalistes à s'intégrer à elle» ! Par ailleurs, la Coordination Démocratique a affirmé vouloir lutter exclusivement par des moyens pacifiques.

Lorsqu'on additionne bout à bout ces différentes ambiguïtés, on aboutit à une question qu'il faut bien, elle, formuler clairement : la rupture pactée est-elle un compromis avec le fascisme, ou une compromission ?

### L'OUA condamne la vente d'une centrale nucléaire à l'Afrique du Sud

La vente d'une centrale nucléaire à l'Afrique du Sud est une menace sérieuse contre la paix et la sécurité en Afrique et dans le monde, déclare le secrétaire général de l'OUA. «L'Afrique ne peut accepter de tels marchés...» «L'Afrique prendra des mesures pour se protéger de cette menace».

### Démenti du gouvernement du Kampuchea Démocratique

M. Thioun Prasith, ministre des Affaires étrangères du Cambodge a communiqué, au nom de son gouvernement, aux participants à la conférence des non-alignés à Alger, le démenti suivant, au sujet des fausses informations selon lesquelles le Chili et le Cambodge avaient renoué leurs relations diplomatiques.

«Nous précisons une fois encore que notre gouvernement et notre peuple ont rompu toute relation avec le régime traître du Chili aussitôt après son coup d'État fasciste. Depuis, nous n'avons eu aucune relation avec lui...»

Le peuple du Kampuchea a toujours soutenu la lutte du peuple chilien qu'il considère comme partie intégrante de la lutte des peuples contre l'impérialisme, le néo-colonialisme, le racisme et le sionisme».

# LORRAINE: L'EMPIRE WENDEL VIVRE AU RYTHME

## DE LA MAISON



### Vivre au rythme des feux continus



7-2, 7-2, 7-3, pour les sidérurgistes, ces chiffres ont une signification précise : c'est le rythme des feux continus. Ça fait 17 ans que Gilbert vit ça. Comme il dit : « Ça tue un homme ; c'est sept jours de nuit, deux jours de repos, sept jours d'après-midi, deux jours de repos et sept jours du matin, trois jours de repos avant de reprendre de nuit. Là c'est la grande belle, mais t'a à peine le temps de récupérer un peu, avant de recommencer ; jamais de dimanche ni de fêtes : imagine ce que ça fait quand ta femme et tes gosses passent le nouvel an et que toi tu passes la nuit à l'usine et, c'est pareil pour toutes les fêtes ». Tous les jours, on peut voir les travailleurs qui attendent le bus, à 4 heures du matin comme à 8 heures du soir, les dimanches comme à Noël.

La Lorraine, l'empire Wendel. Des énormes usines crachant leurs fumées rouges et noires sur les cités ouvrières rectilignes jusqu'aux stades et aux piscines, tout ici est Wendel, tout ici porte le sceau Wendel, aujourd'hui Sacilor. De la maison à l'usine, du lit à l'aciérie, c'est Sacilor qui possède, c'est Sacilor qui veut posséder jusqu'à la vie des travailleurs. Le temps n'y a rien fait, comme au début du siècle, les barons de l'acier, batissent, dirigent, restructurent leur empire, sur la vie, sur le sang des sidérurgistes. Et pour que la production ne s'arrête pas, pour que les travailleurs naissent et meurent pour la production, les patrons ont depuis longtemps installé les trois postes, du feu continu.

## A L'USINE



### CHAQUE JOUR, UN PEU DE VIE ARRACHÉE AUX TRAVAILLEURS



Aujourd'hui, les patrons ont suspendu les mesures de chômage partiel. Cependant ils maintiennent les bas salaires et refusent de discuter les revendications essentielles des sidérurgistes. Ainsi, alors que les travailleurs demandent la cinquième équipe pour les feux continus, ce qui permettrait aux travailleurs d'avoir des repos tous les cinq jours et créerait des emplois : les

patrons font la sourde oreille. En fait, les barons de l'acier n'entendent pas rogner sur leurs profits, au contraire, ils espèrent augmenter la productivité, rentabiliser au maximum. Pour les sidérurgistes, ça signifie des conditions de travail encore plus dures, des risques d'accidents encore plus grands !

Et tous les jours, l'usine capitaliste arrache un peu de santé, un peu de vie aux travailleurs, c'est tous les jours que le travail posté, le feu continu tue les travailleurs, pas à petits feux, mais à feux continus... Car c'est la vie des sidérurgistes qu'il faut aux patrons pour accroître leurs profits, et c'est avec cynisme qu'ils justifient les dizaines de morts à l'usine : Haudebourg, ancien directeur liquidateur de Micheville déclarait en 71, après sept accidents mortels en neuf mois : « Sur quatre ouvriers morts à Micheville, trois viennent mourir là parce qu'il faut bien mourir quelque part ». ASSASSIN ! Depuis « la crise », depuis que Sacilor et Usinor ont imposé le chômage partiel pour faire payer la crise aux travailleurs, les accidents se sont multipliés : 25 morts en 75 ; 3 à Rombas en décembre dernier ! C'est la combinaison chômage partiel-cadences qui est responsable de ces accidents !

# DES FEUX CONTINUS

## ET 14 000 LICENCIEMENTS PREVUS

Ce plan de restructuration qui, vise à mettre la sidérurgie française au même niveau de rentabilité que ses concurrents européens, est des plus dangereux pour les travailleurs ; il prévoit la suppression de 14 000 emplois pour les années à venir. Après le plan de 71 qui, déjà avait forcé des milliers de Lorrains à partir pour Fos, la Fensch ou à s'exiler au Luxembourg et en Allemagne. Car ce ne sont pas les promesses d'implantation d'industries nouvelles (la Saviem, etc...) qui empêcheront le chômage de toucher des milliers d'ouvriers. Les satisfécits des révisionnistes après l'annonce de l'implantation de la Saviem ne servent en fait qu'à masquer la réalité : les 3 000 emplois de cette entreprise seraient une piètre consolation pour les 14 000 licenciés.



### FAIRE RECULER LES PATRONS



### MENER LE COMBAT D'ENSEMBLE

## C'EST DANS LES LUTTES D'AUJOURD'HUI QUE SERA TREMPÉ L'ACIER DE LA SOCIÉTÉ DE DEMAIN

Les sidérurgistes veulent garder leur emploi : ils refusent le chômage et la déqualification, ils exigent de meilleures conditions de travail, d'hygiène et de sécurité. Dans toutes les usines, dans tous les ateliers, des discussions s'engagent : comment faire aboutir les revendications, comment faire reculer les patrons. Après les grèves de Pompey, Neuves Maisons, Gandrange, Hagondange, la question qui se pose est celle d'un combat d'ensemble. Et avec ce combat, c'est la société capitaliste toute entière qui sera remise en cause. Les sidérurgistes diront ce que sera la sidérurgie socialiste, au service du peuple, de ses besoins. Car c'est dans les usines où les travailleurs luttent aujourd'hui que sera trempé l'acier de la société de demain.

Les sidérurgistes diront ce que sera la sidérurgie socialiste, au service des besoins du peuple.



# A QUELLE ENSEIGNE SOMMES-NOUS LOGES ! -18-

## les architectes dans la lutte de classes

Page réalisée par le collectif de rédaction de la revue «Place».

Au fur et à mesure qu'elle cherchait à en diriger elle-même la production, la bourgeoisie a «inventé» un certain nombre de professions spécialisées : architectes, urbanistes, aménageurs divers, avec leurs diversifications, leurs hiérarchies, leurs organisations corporatistes, leurs écoles spécifiques, etc...

Quels sont leurs rôles ? Sans entrer dans le détail,

on aperçoit tout de suite qu'il est de deux ordres : technique d'une part, idéologico-politique d'autre part.

Il s'agit en effet de techniciens. Organiser la circulation dans une ville, construire un immeuble de logement, mettent en jeu des connaissances pratiques et théoriques d'ordre très divers (économiques, sociaux, juridiques, techniques, esthétiques, financières, etc...).

### Des préfectures comme des monuments

Mais ce n'est pas là le seul rôle de ces professions. Elles doivent aussi assurer à la bourgeoisie les meilleures conditions d'exploitation et de contrôle social, dans les villes et les campagnes, et maintenir et développer une division sociale du travail. Lorsqu'on commence systématiquement les villes nouvelles de la région parisienne par des préfectures construites comme des monuments, dominant tout le secteur, autour desquelles la ville est

organisée, ce n'est pas seulement un rôle technique. Transformer - comme cela a été fait récemment - les bureaux des agences de l'emploi de telles façons que les différentes catégories de chômeurs ne s'y retrouvent pas ensemble, que leur «traitement» s'effectue de la façon la plus anonyme, que l'information y circule le moins possible, c'est bien sûr une technique, mais ayant directement une fonction politique.

### UNE AUTRE ARCHITECTURE : UN EXEMPLE

Dans le cadre de la lutte menée par les résidents des foyers Sonacotra, il a été demandé à Place une aide technique extrêmement circonscrite : quelle est la situation précise d'un certain nombre de foyers en regard de la législation et des règlements ? Avec un groupe d'étudiants en architecture, cette analyse a été faite : une dizaine de foyers ont été mesurés, avec état des lieux, du système sanitaire, des matériaux, etc... et l'appareil réglementaire, suffisamment compliqué pour qu'en situation normale seule la direction s'y retrouve, a été utilisé pour former un dossier précis et détaillé remis au comité de coordination. Celui-ci servira aussi à mobiliser les 260 foyers Sonacotra en brisant l'isolement de leurs résidents.

Ce type d'action n'est certainement pas la fin du fin de la technique d'architecture. C'était ce dont les résidents en lutte ont eu besoin. Et cela ne s'est pas fait facilement, parce qu'en fait les architectes y sont très mal préparés du fait de la division sociale du travail qui règne dans ce secteur. Ceux qui ont participé à ce travail ont donc à la fois appris politiquement et techniquement. La technique dont les ouvriers ont besoin n'est pas celle que la bourgeoisie confie ordinairement à ses architectes. C'est une autre architecture.

### Ce n'est pas en décorant les murs des ateliers qu'on transforme les rapports de production

La grande majorité de ces travailleurs intellectuels de l'espace n'a pas une bien grande liberté d'initiative dans ce domaine. Seuls ceux qui sont proches des organes de décision dans l'appareil d'Etat, les appareils municipaux, les grandes entreprises de promotion ou ceux qui ont reçu et accomplissent un rôle d'idéologues au service de la bourgeoisie ont réellement la possibilité de peser par leur pratique sur le cadre de vie.

C'est probablement l'effet idéologique et politique principal de ces professions que de faire croire

que les problèmes sociaux peuvent être réglés par des bâtiments, une forme précise d'implantation urbaine, etc... On sait bien que ce n'est pas en décorant les murs des ateliers qu'on transformera les rapports de production, et que aucun type de logement ne peut lever les contradictions qui existent en société capitaliste dans le groupe familial. C'est pourtant en opposant les pavillons individuels aux HLM collectifs qu'on prétend sauver la famille, c'est pourtant souvent par un bâtiment qu'on symbolise une unité populaire que l'on combat par ailleurs vigoureusement.

### des privilèges menacés

Un grand nombre de professionnels participent à cette idéologie. C'est parce qu'ainsi, ils sont «investis» d'une «mission» de contrôle social, ils ne sont pas seulement des exécutants mais des acteurs privilégiés de l'ordre social, c'est parce qu'on leur fait croire et qu'ils jouent ce rôle, que la bourgeoisie leur accorde honneurs et avantages. En fait cela est de moins en moins effectif. Dans ce secteur comme dans les autres, la concentration

s'organise. Nombre de ceux qui croyaient voir s'ouvrir devant eux une brillante carrière se retrouvent en position de subalternes, sans autres droits que d'obéir à leur patron.

Aussi bien voit-on depuis quelques années émerger dans ces professions un «malaise», une inquiétude, qui sont une base pour que se dégagent de nouvelles positions, de nouvelles liaisons à la réalité sociale.

### défendre des intérêts de caste...

La position idéologique traditionnelle de ces travailleurs intellectuels, les privilèges qui étaient leurs, leur rendaient très difficile la prise de conscience et plus encore le choix du camp du peuple. La transformation en cours permet au contraire une clarification. Pour un nombre croissant - même s'ils demeurent des «cadres» - la situation de salarié, d'exécutant, la pression du capital sur les conditions et le contenu de leur travail, la syndicali-

sation dans les centrales ouvrières imposée par les rapports nouveaux aux patrons ou, par exemple, les licenciements massifs de la période actuelle, imposent une remise en cause. Cette remise en cause débouche encore le plus souvent sur des revendications essentiellement corporatistes.

### ...ou rejoindre les luttes des travailleurs

Mais ils peuvent aussi rejoindre les luttes des ouvriers du bâtiment et celles des travailleurs.

### Les luttes des travailleurs contre l'organisation capitaliste de l'espace se développent

Ces luttes sont, pour les travailleurs intellectuels de la production de l'espace, l'occasion et le moyen d'analyser plus profondément leur propre situation, de dépasser les formes traditionnelles d'action dans leurs entreprises ou organismes publics, et de se joindre aux travailleurs sur le front qui est celui de leur pratique sociale. Alors c'est un tout autre sens que peut prendre pour eux la revendication d'une autre manière de faire leur travail de technicien. Il ne s'agit plus de vouloir faire un peu autrement la même chose, de remplacer par une idéologie de gauche mais en conservant la même pratique, l'idéologie réactionnaire qui est l'ordinaire de

leurs professions, mais de poser concrètement la question de leur position active dans la lutte de classe, de leur position de techniciens au côté du peuple en lutte.

Pour beaucoup de ceux qui ont choisi leur camp, c'est au sein de leur entreprise, en y combattant la division sociale du travail et la hiérarchisation, en imposant des rapports de production différents, en luttant contre les licenciements que cette liaison s'effectue (cf lutte de l'EPUR). Mais le sens de cette lutte a changé : ce n'est plus leur statut social qu'ils défendent, c'est le capitalisme qu'ils affrontent.

### transformer notre pratique

Que ce soit dans les luttes des travailleurs du bâtiment, par exemple sur les problèmes de sécurité, où celles des habitants, la demande peut aussi être faite par ceux qui mènent ces combats d'une aide de techniciens. Soit pour fournir des informations que leur travail leur per-

met de posséder, soit pour mettre leurs connaissances et leurs techniques au service des luttes. Ce sont ici des étudiants et enseignants architectes qui travaillent sur un ensemble de logements que des travailleurs d'une usine construisent pour eux-mêmes. Ou encore une entreprise



Revue trimestrielle, 1 rue du Fossé St Jacques, 75 005 Paris. Permanence 2<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> mercredi du mois. 15 h-19 h.

### L'HISTOIRE D'UNE LUTTE : L'EPUR

Les entreprises d'architecture et d'urbanisme sont généralement des boîtes paternalistes, où les salariés diplômés, les cadres sont en situation de «confraternité» avec leurs patrons, où la division sociale du travail est camouflée sous les sentiments affectueux, etc... Dans un tel cadre, et qui plus est avec des patrons «programme commun», une grève déclenchée pour faire réintégrer deux syndicalistes licenciés à conduit la direction, devant l'unité des travailleurs de toutes les catégories, au bout de cinq mois de lutte, à liquider totalement l'entreprise, licenciant la totalité du personnel. Cela situe les conditions actuelles des luttes dans ce secteur où le patronat est encore de droit divin, où une division des salariés est souvent facile mais où le capitalisme monopoliste est déjà formellement dominant.

Sur cette lutte qui se poursuit actuellement, une brochure de cent pages rédigée par les travailleurs licenciés de la boîte : *Quelque part une lutte, l'EPUR*. Vous pouvez la demander à Place, 1 rue des Fossés St Jacques, Paris 5<sup>e</sup>, prix 9 francs.

ou des travailleurs de bureaux demandent une analyse des ventilations (inexistantes) pour pouvoir attaquer leurs patrons sur les conditions de sécurité et d'hygiène, etc... Les exemples sont nombreux. Ils se multiplieront si les professionnels progressistes se rassemblent et viennent concrètement commencer ainsi à transformer leur pratique.

Enfin, et sans rêver, il ne faut pas non plus croire que rien n'est possible dans le cadre ordinaire de la production de l'espace. Eviter par exemple que les

voisins s'affrontent en permanence, que l'isolement dans les logements soit accentué par la division en s'efforçant d'imposer aux promoteurs des isolations correctes au bruit et en cherchant les moyens de les réaliser, donner suffisamment de place dans une urbanisation nouvelle pour qu'il ne soit pas impossible qu'une vie sociale se développe, etc... Toutes les actions de cette sorte, sont des possibilités ouvertes aux techniciens progressistes. Elles sont celles qui s'offrent d'abord, et que beaucoup pratiquent tous les jours.

### «Place», pas seulement une revue

En développant toutes ces actions, en les confrontant, en les analysant, en raffermissant la liaison avec les ouvriers et les paysans dans leurs luttes, se construit un mouvement des travailleurs intellectuels progressistes de l'espace. L'ambition de la revue Place est d'être une pièce de ce mouvement, par le débat indispensable, par l'information sur les expériences et par leur analyse, par la lutte idéologique contre la bourgeoisie et le réformisme dans le domaine de l'espace, en donnant à

tous ceux qui - souvent isolés aujourd'hui - ont commencé cette lutte, un lieu où se rassembler. Aussi bien ce n'est pas seulement une revue, mais l'embryon d'un mouvement. L'essentiel est que des groupes se sont formés sur la même initiative et avec les mêmes objectifs qui, dans leur région rassemblent les professionnels progressistes, et à la fois théoriquement et pratiquement ont entrepris la lutte au côté du peuple pour la libération de son espace,

## SANTÉ

# CONNAITRE LES ANTIBIOTIQUES

# -2-

C'est en fonction du microbe visé, des analyses qui ont permis de le reconnaître (prélèvement de gorge, analyse d'urines...) ou bien des signes de la maladie que l'antibiotique doit être choisi et utilisé, ainsi qu'en comparant, à condition de les connaître, ses inconvénients, ses dangers, par rapport aux avantages escomptés.

### NE PAS UTILISER N'IMPORTE QUEL ANTIBIOTIQUE !

Si l'on écoute les laboratoires, tout est bon sur tout : ainsi, «Eusaprim dont le spectre d'action couvre tous les germes» réglerait leur sort à toutes les infections ?

Mais, les antibiotiques tuent seulement les microbes qui leur sont sensibles en laissant ceux qui leur «résistent». C'est-à-dire qu'ils frappent «à l'aveugle», sans savoir quel est le germe en cause. On prend ainsi le

risque justement de sélectionner ce germe-là, de le rendre résistant à d'autres antibiotiques lorsqu'on les essaiera (car il aura fabriqué des anticorps, des défenses contre eux).

Il existe dans notre organisme de nombreux microbes avec lesquels nous vivons en bonne compagnie (nous les nourissons, leur permettons de vivre, mais ils ne nous causent pas d'infection). Ces microbes vivent «en équilibre» au niveau de tous les orifices, de la bouche, du nez, du tube digestif, les uns empêchant les autres de proliférer et donc de devenir dangereux.

Mais la disparition des uns augmente la virulence des autres. Un traitement antibiotique pris en comprimés va détruire cet équilibre, supprimer les levures présentes dans le tube digestif et favoriser le développement des staphylocoques, c'est l'explication des diarrhées infectieuses à staphylocoque qui suivent parfois les traitements antibiotiques pris en comprimés.

### COMMENT ÉVITER LES DIARRHÉES DUES AUX ANTIBIOTIQUES

Les laboratoires pharmaceutiques ont vite vu dans cet «ennui» une source supplémentaire de profit et proposent sous différentes formes toutes plus «ultra» les unes que les autres des levures pour compenser ces pertes.

Alors qu'il suffit, pour éviter la diarrhée : de prendre un yaourt nature et ordinaire par jour en même temps que les antibiotiques (ce qui est fait dans tous les services de pédiatrie hospitaliers, en partie par souci d'économie...)

### LES ANTIBIOTIQUES AU SERVICE... DU PROFIT DES LABORATOIRES

Prenons l'exemple de l'angine rouge chez l'enfant.

Le danger de l'angine rouge, c'est lorsqu'elle est due au streptocoque, la complication cardiaque et rénale (souffle cardiaque, at-

teinte des articulations, fièvre) qui surviennent quinze jours, trois semaines après une angine mal traitée.

Pour prévenir ce danger, il faut s'assurer qu'il s'agit bien d'une angine à streptocoques (les signes suffisent : fièvre à 40°, gorge très rouge et très douloureuse) et donner pendant dix jours de la pénicilline.

Puisque le traitement est simple (il existe des pénicillines efficaces par voie buccale, type oracilline), pourquoi les laboratoires Roger Bellon ont-ils fait une campagne publicitaire sur : «pour l'angine qui n'est jamais vraiment bénigne, sujette aux complications : coli-pénis».

Pourquoi rajouter de la Colimycône à la pénicilline (seule nécessaire), et de plus sous une forme uniquement injectable ? (piqûres).

Ce traitement a des inconvénients évidents :

- il est en piqûres :
- dangereuses car elles peuvent provoquer des abcès de la fesse chez l'enfant ;

- pénibles pour l'enfant ou l'adulte qui sera traumatisé pour rien deux fois par jour pendant dix jours ;

- il sera probablement interrompu au bout de quatre jours une fois la fièvre tombée, vu ses inconvénients justement, et parce que le médecin n'aura pas expliqué la nécessité d'un traitement de dix jours pour venir à bout de l'infection.

Reste un gros «avantage» sur le traitement en comprimés (qui coûte environ 40 F) :

- il faudra deux piqûres par jour, à raison de 10 F l'une environ, le traitement revient donc à 200 F.

Gros avantage pour les laboratoires Roger Bellon ! Que le traitement soit efficace, bien toléré et peu importe les inconvénients.

(à suivre)

Docteur QdP

### DIMANCHE 6 JUIN

#### TF 1

17 h 20 - «Tarzan le magnifique», film de R. Day (1960)  
18 h 45 - «Nans le berger», feuilleton  
19 h 15 - Les animaux du monde  
19 h 45 - Journal  
20 h 30 - «Les vieux de la vieille», film de G. Grangier (1960)  
22 h 10 - Bilan pour le futur «Le droit du moins fort»  
23 h 10 - Journal

#### A 2

14 h 00 - «L'escapade» téléfilm américain (1975)  
16 h 20 - «Les robinson suisses», série américaine : «Le trésor»  
17 h 10 - Flash 2 - résultats sportifs  
17 h 15 - Ciné-parade  
17 h 25 - Monsieur Cinéma  
18 h 00 - Tom et Jerry  
18 h 10 - «Robin des Bois», série américaine  
18 h 30 - Variétés  
18 h 45 - Stade 2  
19 h 30 - Ring-parade  
20 h 00 - Journal  
20 h 25 - Ring-parade  
21 h 45 - Ardéchois, cœur fidèle - feuilleton  
22 h 50 - L'énarque au pays  
23 h 15 - Journal

#### FR 3

19 h 55 - Spécial sports  
20 h 05 - Les animaux chez eux  
20 h 30 - Les visiteurs du dimanche soir : «Le projet espérance»  
22 h 15 - Journal

## feuilleton

# HON DAT

DE ANH DUC

### RÉSUMÉ :

Le sous-lieutenant Sanh vient d'avertir le commandant diemiste que les soldats se mutinent après la découverte du soldat noyé par les Américains.

### 44ème ÉPISEDE MUTINERIE

Les deux officiers traversèrent le ruisseau. Les tentes des rangers étaient encore occupées, mais celles des troupes régulières étaient absolument désertes. Les rangers montraient les «Garants» réunis en faisceaux.

- Nous venons de les repêcher dans le ruisseau, mon commandant.

A la vue des fusils, et en entendant les cris venant du village, Sang pensa qu'il n'était pas prudent d'y venir seul.

- Venez avec nous, vous autres, ordonna-t-il aux rangers. prenez votre F.M.

Les quatre hommes qui étaient là s'empressèrent de le suivre. Le soleil était déjà haut quand le groupe déboucha dans l'allée. La foule grondante avait atteint le carrefour de Si Ly.

- A bas les Yankees ! A bas Ngo Dinh Diem !  
- Mort à tous ceux qui ont jeté nos blessés à la mer !

Les cris de colère retentissaient. D'innombrables pas soulevaient la poussière de la route sur leur passage. Sang s'empressa de reculer.

- Moi, dit-il en balbutiant à son subordonné, je vais rejoindre mon PC. Vous allez les exhorter à revenir immédiatement à leurs cantonnements. Qu'ils m'envoient leurs pétitions et on en décidera en haut lieu. les rangers, restez ici ! Empêchez les manifestants de défilier. Au besoin, tirez quelques bandes de FM pour les disperser ! Compris ?



Il s'en retourna en suivant un sentier qui coupait à travers les plantations.

A peine les rangers se furent-ils déployés en travers de l'allée que la foule arriva. Le sous-lieutenant des services psychologiques s'interposa en levant les bras au ciel :

- Arrêtez-vous ! J'ai à vous parler.  
- Pas de discours ! Écartez-vous ! cria un soldat.  
- Le commandant m'a ordonné...  
- Quoi donc ?

Les premiers rangs s'étaient arrêtés.

- Il dit qu'il ne faut pas manifester et faire du scandale. Les Viet Cong en profiteront pour pêcher en eau trouble. Si la population et la troupe ont quelque réclamation à faire, le commandant promet qu'il en prendra bonne note et transmettra tous les desiderata en haut lieu. Les hommes doivent rejoindre leurs cantonnements, autrement le commandant ne pourra endosser la responsabilité de leurs actes.  
- On n'a rien à faire avec vous ! Où se trouve-t-il le commandant ?

Plusieurs hommes sortirent des rangs, l'air menaçant. Tout en reculant, l'officier balbutia :  
- Il est à son PC, dans la maison en briques.  
- Allons-y les gars !

La foule se porta en avant, une centaine de mutins en tête. Les rangers avaient leurs armes pointées sur les manifestants. Les soldats qui ne les portaient pas dans leur cœur crièrent :  
- Saleuds, tirez donc si vous l'osez !

Ceux qui avaient encore gardé leurs fusils les armèrent bruyamment et les dirigèrent vers les rangers, la main sur la détente. Des deux côtés, on se regardait en chiens de faïence, en retenant son souffle. Mme Ba Ou se fraya un chemin vers l'avant.(...)

Elle parle un moment. Puis...

Elle s'avança bravement tout en parlant, aussitôt suivie par les réguliers et la population. Mère Sau aussi était là, avec sa chevelure blanche et sa serviette à l'épaule. Sanh et ses hommes se rangèrent penauds sur le côté de la route. Mme Ba Ou les entendit qui se disaient :  
- Quelle langue ! Quelle langue, cette grosse mégère !

Elle se garda bien de répliquer. Les rangers s'assirent sous les arbres et laissèrent passer les manifestants.

(à suivre)

# OU VA L'ALLEMAGNE

Le nouveau code pénal

## LA LIBERTÉ D'EXPRESSION MUSELÉE

«Un million de chômeurs sont un million de cris contre le système capitaliste. Aussi longtemps que les moyens de production ne sont pas dans les mains de ceux qui produisent, aussi longtemps que la terre n'appartient pas à ceux qui la travaillent, aussi longtemps que la richesse d'une minorité permet l'exploitation d'une majorité et que la justice est au service des exploités, il n'y aura pas de changement».

Il suffit d'écrire ça aujourd'hui en Allemagne pour être conduit devant les tribunaux. Cet extrait de tract constitue la base d'un procès exemplaire, en cours, contre la presse révolutionnaire, avec treize autres tracts et de nombreux articles publiés par une organisation marxiste-léniniste lors des dernières élections partielles en Rhénanie-Westphalie.

En donnant lieu à l'accusation d'avoir injurié la RFA, ces écrits peuvent



La perquisition aux éditions Trikont

entraîner des condamnations à plusieurs milliers de DM sur la base du paragraphe 90 du code pénal qui date du fascisme.

LORSQU'ON APPELLE  
UN ASSASSINAT...  
UN ASSASSINAT!

En 1974, à l'occasion d'un «procès de travail»

l'ouvrier communiste Gunther Routhie (voir QdP n° 197) est froidement assassiné par la police. En appelant cet assassinat un assassinat deux journaux marxistes-léninistes se sont vus saisis pour la plupart de leurs numéros suivants et condamnés à des amendes extrêmement lourdes qui mettaient en cause leur existence même. Une centaine de vendeurs de journaux et de distributeurs de tracts ont été emprisonnés. Les amendes concernant cette affaire ont dépassé la somme de 200000 nouveaux francs et cela n'est pas fini. Ceux qui se

### LE PARAGRAPHE 88

Encore insatisfait de l'arsenal de lois répressives déjà existant, le gouvernement social-libéral a forgé une arme supplémentaire : le paragraphe 88 a, du nouveau code pénal, adopté à l'unanimité par le «Bundestag» au début de cette année. Ce paragraphe punit l'appel ou le soutien à la violence «...seront passibles de trois ans de prison ceux qui distribuent, exposent ou rendent accessible par tout autre moyen tel matériel (tract, etc. NDLR) également ceux qui pro-

## LA LISTE S'ALLONGE

Les mesures répressives ne se limitent pas aux «grandes affaires» comme des saisies spectaculaires. Les nombreuses «petites affaires» sont tout aussi graves. Voici quelques exemples parmi beaucoup. A déjà été interdite ou pénalisée la libre diffusion :

- d'œuvres littéraires : en octobre 74, l'écrivain F.C. Delius et son éditeur ont dû, à la suite d'une décision de justice, rayer une série de passages du document satirique : « Siemens notre monde ». Le plaignant qui venait de gagner le procès était... le trust Siemens ;

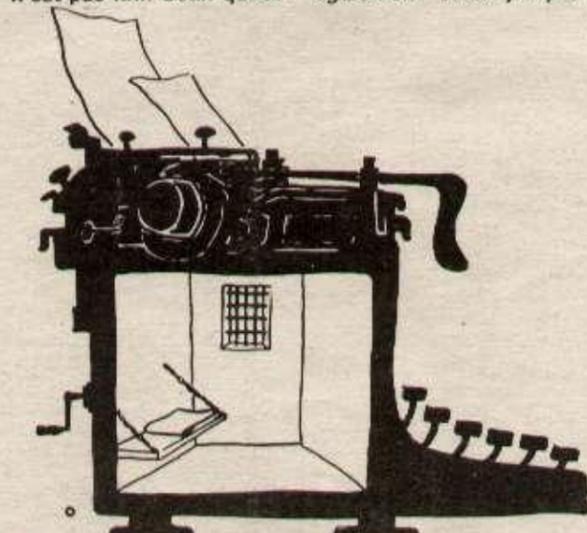
- de poésies : en janvier 76, le directeur des programmes de la Südwestfunk (Radio du Sud-Ouest) a interdit sur ses ondes la diffusion d'un poème de l'écrivain Alfred Andersch qui dénonce la répression politique en RFA.

- des calendriers : pour une publication de 7 lignes dans «le calendrier rouge» de 72, l'éditeur Wagenbach fut condamné à 4 mois de prison. Le calendrier fut saisi ;

- de livres d'enfants : à l'initiative de la CDU, les livres pour enfants et pour jeunes d'une maison d'édition de gauche furent écartés du prêt de la bibliothèque des jeunes à Berlin-Tempelhof ;

- de mots et d'expressions : en juin 75, l'intendant de l'émetteur WDR à Cologne a avisé qu'on a désormais à éviter de prononcer des termes comme «interdictions professionnelles» dans les programmes.

A côté de multiples autres exemples, on peut déjà constater l'effet des nouveaux paragraphes du code pénal (88a et 130) : le livre «Manuel d'art de vivre à l'usage de la jeune génération», annoncé chez l'éditeur Fischer, fut retiré du programme de cette maison pour éviter des conflits éventuels avec le paragraphe sur la violence.



solidarisent avec les inculpés se voient de nouveau menacés par un procès et même d'une interdiction de profession comme les professeurs Dorndey de Berlin ou Sigris de Münster (voir QdP 197).

La bourgeoisie essaie ainsi d'empêcher toute propagande révolutionnaire, de faire taire toute voix critique en lui retirant sa base matérielle d'existence.

duisent, acquièrent, stockent, offrent, négocient, importent ou exportent le dit matériel ».

Le champ d'application de cette loi inique est vaste : il va du vendeur d'écrits de Marx jusqu'au distributeur d'un tract de soutien à la lutte du peuple palestinien. Il est vrai qu'une clause exclue du paragraphe les œuvres d'art, littéraires ou journalistiques, mais qui est-ce

### « Comment tout a commencé »

perquisition aux éditions Trikont  
à Munich

Le 24 novembre dernier, après l'interdiction du livre : « Comment tout a commencé », récit autobiographique de Michael Baumann, réflexion critique sur le terrorisme, des forces de police spectaculaires étaient déployées pour effectuer une série de perquisitions de locaux commerciaux et d'appartements privés, tous situés en Bavière, dont ceux des éditions Trikont. En tout 30 à 35 fonctionnaires, la police politique, des magistrats politiques de Munich et de Berlin et des policiers en uniforme, les mitraillettes à la main ont participé à cette perquisition qui a mis tout l'immeuble sans dessus dessous. Les policiers ont enfoncé les portes des appartements privés et ont tout fouillé. Toute les machines à écrire ont été saisies.

L'action a particulièrement touché une famille de travailleurs immigrés logeant dans une annexe de la maison. Ici, ils ont fouillé presque plus qu'aux éditions mêmes, en laissant derrière eux le désordre complet et une famille bouleversée : « Pendant les 5 heures de la perquisition, on nous a interdit de contacter un avocat et chaque pas que nous faisons était observé par un policier. Notre situation pendant ce temps : faire du café ou aller aux WC sous la menace d'une mitraillette. Nous mêmes avons été fouillés, nos sacs à main et nos affaires personnelles. Nos calepins et nos lettres privées ont été emmenés ».

Des 1 600 livres saisis, il n'y avait que 300 du titre recherché («Comment tout a commencé»). Exemple de livres saisis : un livre sur la Gauche Proletarienne en France.

« Après cette action, nos étagères étaient vides, le travail complètement paralysé. Dans le but de «confronter les preuves», on avait saisi, outre les machines à écrire, les fichiers de clients, des lettres de commandes et d'autres documents importants. Dans notre imprimerie, la police a mis en scène une perquisition encore plus spectaculaire : ils ont encerclé la maison avec des chiens et une collaboratrice a même été forcée de se mettre complètement nue ».

Dès le lendemain, les perquisitions s'étendaient à tout le territoire de la RFA. Entre autres, la librairie «Internationalismus Buchladen» de Hanovre qui avait publié un tract mettant en cause la légalité d'une telle opération. Ces tracts étaient saisis, sous le prétexte qu'ils faisaient la publicité pour le livre interdit.

qui détermine la différence entre la littérature et un écrit incitant à la violence: les juges et procureurs allemands, formés à l'école des vieux nazis (cf. QdP d'hier). Si actuellement le nouveau code pénal n'est toujours pas appliqué de façon spectaculaire (voir encart), il a néanmoins déjà un effet secondaire extrêmement dangereux : une première maison d'édition a retiré d'avance un livre de son programme pour éviter d'entrer en conflit avec la nouvelle loi. Un climat d'intimidation s'est instauré en République Fédérale qui a déjà éliminé beaucoup de voix contestataires. Les mass-média n'en soufflent mot. A l'ordre du jour, c'est l'auto-censure. Menacés de licenciements, les journalistes se plient et se taisent. Dans la suite de notre reportage, nous ver-

rons plus en détail cet aspect de la société allemande d'aujourd'hui.

Le nouveau code pénal marque la politique du gouvernement fédéral, dont les mesures se rapprochent des lois adoptées pendant la République de Weimar il y a moins de cinquante ans. Le code fournit la justification de pratiques déjà vécues en 1933 : « Là où il y a trouble et danger imminent, il faut agir sans la moindre hésitation. Il est moins nocif de brûler un livre de trop que de ne pas en brûler assez. Ce qui est sain renaîtra de toute façon de soi-même » (discours tenu lors de l'autodafé de livres sur la place du marché de Bonn le 10 mai 1933).

Notre prochain article :  
«LIBERTÉ DE PRESSE :  
L'AUTO-CENSURE»